



RCS : BOULOGNE SUR MER

Code greffe : 6202

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOULOGNE SUR MER atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2002 B 00016

Numéro SIREN : 440 569 143

Nom ou dénomination : 3 D BOIS

Ce dépôt a été enregistré le 06/09/2013 sous le numéro de dépôt 3042

Greffier du Tribunal
de Commerce de Boulogne sur Mer
Dépôt n° 2013A3042
du - 6 SEP. 2013
RCS Boulogne sur Mer
N° Rét.

3D BOIS
Société par actions simplifiée au capital de 270 500 euros
Siège social : 37 rue de Fruges,
62650 HERLY
440 569 143 RCS BOULOGNE SUR MER

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
DU 4 JUIN 2013

L'an deux mille treize,

Le quatre juin,

A 14 Heures,

Au siège social à 62650 HERLY, 37, rue de Fruges,

Les Associés de la Société par Actions Simplifiée 3 D BOIS au capital de 270 500 Euros, divisé en 2 705 actions de 100 Euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire, sur convocation du Président.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque associé participant à l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel qu'en qualité de mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Yves LAVOGEZ, en sa qualité de Président de la Société.

La société FRANCIS LEROY – CONTROLE AUDIT COMMISSARIAT, représentée par Monsieur FEUTRY, Commissaire aux comptes de la Société, régulièrement convoquée par lettre recommandée, est absent.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que associés présents ou représentés possèdent 2702 actions sur les 2 705 formant le capital social et ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président de l'Assemblée dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- l'avis de réception et une copie de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- une copie de la lettre de convocation des associés
- la feuille de présence et la liste des associés,

AL EL LY

- un exemplaire des statuts de la Société,
- le rapport du Président,
- le rapport de Monsieur Daniel PARENTY, commissaire aux apports,
- le texte des résolutions soumises au vote de l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents visés ci-dessus ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social ou sur le site Internet de la Société dont l'adresse figure sur la convocation, à compter de la convocation de l'Assemblée.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

- Lecture du rapport du Président,
- Nomination d'un Commissaire aux Comptes titulaire,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

De la Compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

- Lecture du contrat d'apport et des rapports du Président et du commissaire aux apports,
- Approbation des apports en nature consentis à la Société, de ses évaluations et de ses rémunérations,
- Augmentation du capital social de 116 600 euros par voie d'apport en nature,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- Modification corrélative des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président donne lecture du rapport du Président et du rapport du commissaire aux apports.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

ORDRE DU JOUR ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, prend acte de la démission de la SARL CONTROLE AUDIT COMMISSARIAT représentée par Monsieur Patrick FEUTRY, Commissaire aux Comptes titulaire et nomme en remplacement la SAS REVISIONS CONTROLES RECO représentée par Monsieur Patrick FEUTRY, Commissaire aux Comptes.

AL EL LY

L'Assemblée Générale désigne en qualité de nouveau Commissaire aux Comptes titulaire, savoir :

SAS REVISIONS CONTROLES RECO

Belle Isle

30 boulevard de la Liane

62360 SAINT LEONARD,

Représentée par Monsieur Patrick FEUTRY.

Le nouveau commissaire aux comptes a été désigné pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Etant précisé que le commissaire aux comptes suppléant a renoncé aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire suite à la démission de la SARL CONTROLE AUDIT COMMISSARIAT et a souhaité se maintenir aux fonctions de commissaire aux comptes suppléant.

L'Assemblée Générale autorise le Commissaire aux Comptes qui vient d'être nommé à adresser directement au greffe du tribunal de commerce, dans les délais qui s'imposent à la Société, les documents relatifs à l'acceptation de sa mission, conformément aux dispositions de l'article L. 823-8-1 du Code de commerce.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

ORDRE DU JOUR EXTRAORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- D'un contrat d'apport en date à HERLY du 5 avril 2013 aux termes duquel Messieurs Patrick, Abel et Emmanuel LAVOGEZ et Monsieur Grégoire CARLU ont fait apport à la Société de :

- Par Monsieur Patrick LAVOGEZ :

- | | |
|--|----------|
| o Vingt six (26) parts sociales de la société LAVOGEZ FRERES, évaluées globalement à | 28 335 € |
| o Quatre cent cinquante cinq (455) parts sociales de la société MENUISERIE DE LA LYS, évaluées globalement à | 83 365 € |
| o Sept cent cinquante (750) parts sociales de la | |

AL EL LY

société MENUISERIE DU HAUT PAYS, évalués globalement à	117 023 €
○ Trois cent quarante cinq (345) parts sociales de la société SCIERIE DU HAUT PAYS, évalués globalement à	50 750 €
- Par Monsieur Abel LAVOGEZ :	
○ Vingt neuf (29) parts sociales de la société LAVOGEZ FRERES, évaluées globalement à	31 605 €
○ Trente (30) parts sociales de la société MENUISERIE DU HAUT PAYS, évalués globalement à	4 681 €
- Par Monsieur Emmanuel LAVOGEZ :	
○ Trente (30) parts sociales de la société LAVOGEZ FRERES, évaluées globalement à	32 695 €
○ Trente (30) parts sociales de la société MENUISERIE DU HAUT PAYS, évalués globalement à	4 681 €
- Par Monsieur Grégoire CARLU :	
○ Cent trente (130) parts sociales de la société MENUISERIE DE LA LYS, évaluées globalement à	23 819 €

- Du rapport de Monsieur Daniel PARENTY représentant du Cabinet Daniel PARENTY, commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés le 1^{er} octobre 2012,

Approuve cet apport et l'évaluation qui en est faite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport du commissaire aux apports, décide à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la résolution précédente d'augmenter le capital social de 116 600 euros pour le porter de 270 500 euros à 387 100 euros, au moyen de la création de 1 166 actions nouvelles d'une valeur nominale de 100 euros chacune, entièrement libérées, de la Société, qui sont émises à titre d'augmentation de capital et une prime d'émission globale de 260 354 euros et attribuées aux apporteurs en rémunération de leur apport de la manière suivante :

- Monsieur Patrick LAVOGEZ pour 865 actions,
- Monsieur Abel LAVOGEZ pour 112 actions,
- Monsieur Emmanuel LAVOGEZ pour 116 actions,
- Monsieur Grégoire CARLU pour 73 actions.

AL EL 24

Les actions nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, elles seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la réalisation définitive de l'augmentation du capital.

Le droit aux dividendes de l'apporteur s'exercera pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation, étant précisé qu'au titre de cet exercice, le dividende global susceptible de lui revenir sera réduit prorata temporis, en raison du temps écoulé entre ladite date et la fin de l'exercice par rapport à une année entière.

L'Assemblée Générale reconnaît sincère et véritable la déclaration relative à la répartition et à la libération des actions nouvelles faites au contrat d'apport par le Président et les apporteurs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale constate que l'augmentation de capital est définitivement réalisée et décide de modifier ainsi qu'il suit les articles 6, 7 et 8 des statuts :

« ARTICLE 6 – APPORTS »

1. Apports en numéraire à la constitution

- Madame Elisabeth LAVOGEZ apporte à la Société la somme de CENT (100) Euros.
- Mademoiselle Hélène LAVOGEZ apporte à la Société la somme de CENT (100) Euros.
- Monsieur Emmanuel LAVOGEZ apporte à la Société la somme de CENT (100) Euros.
- Monsieur Abel LAVOGEZ apporte à la Société la somme de CENT (100) Euros.
- Monsieur Etienne LAVOGEZ apporte à la Société la somme de CENT (100) Euros.

Montant des apports en numéraire CINQ CENTS (500) EUROS

2. Apports en nature à la constitution

Aux termes d'un traité d'apport en date du 1er Décembre 2001 ci-annexé, Monsieur Yves LAVOGEZ apporte à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

345 parts sociales numéros 1 à 320, 651 à 656 et 731 à 749 de la Société "LAVOGEZ FRERES", Société à Responsabilité Limitée, au capital de 260.000 Euros, divisé en 800 parts sociales de 325 Euros chacune, dont le siège social est sis à HERLY (62650), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOULOGNE SUR MER sous le numéro B 330 541 251, évaluées à 234.000 Euros.

AL EL LY

200 parts sociales numéros 511 à 660 et 1.311 à 1.360 de la Société "MENUISERIE DU HAUT PAYS", Société à Responsabilité Limitée, au capital de 52.850 Euros, divisé en 1.510 parts sociales de 35 Euros chacune, dont le siège social est sis à HERLY (62650) La Place, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOULOGNE SUR MER sous le numéro B 394 622 625, évaluées à 19.000 Euros

215 parts sociales numéros 591 à 740 et 936 à 1.000 de la Société "TRADI RENOV", Société à Responsabilité Limitée, au capital de 30.000 Euros, divisé en 1.000 parts sociales de 30 Euros chacune, dont le siège social est sis à HERLY (62650) 37 Rue de Fruges, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOULOGNE SUR MER sous le n° B 411 770 068, évaluées à 17.000 Euros

En rémunération de ces apports en nature évalués à la somme de DEUX CENT SOIXANTE DIX MILLE (270.000) d'Euros, il a été attribué à Monsieur Yves LAVOGEZ DEUX MILLE SEPT CENTS (2.700) actions de CENT (Euros) chacune, intégralement libérées.

Montant des apports en nature DEUX CENT SOIXANTE
DIX MILLE EUROS

270 000 €

Il a été procédé à l'évaluation de ces apports au vu du rapport du CABINET FRANCIS LEROY & ASSOCIES, Commissaire aux Apports, désignée par Ordonnance de Monsieur Le Président du Tribunal de Commerce de BOULOGNE SUR MER le 20 Novembre 2001.

3. Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire en date du 4 juin 2013, la capital social a été augmenté d'une somme de 116 600 euros par apports en nature de :

- a. 85 parts sociales, du capital de la société LAVOGEZ FRERES
- b. 585 parts sociales, du capital de la société MENUISERIE DE LA LYS
- c. 810 parts sociales, du capital de la société MENUISERIE DU HAUT PAYS
- d. 345 parts sociales, du capital de la société SCIERIE DU HAUT PAYS ;

Le total des apports est évalué globalement à la somme de 376 954 euros, dont une prime d'émission de 260 354 euros

116 600 €

TOTAL DES APPORTS

387 100 €

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **TROIS CENT QUATRE VINGT SEPT MILLE CENT EUROS (387 100 €)**.

AL EL LY

Il est divisé en TROIS MILLE HUIT CENT SOIXANTE ET ONZE (3871) actions de CENT EUROS (100 €) chacune, entièrement libérées et de même catégorie. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président.

Le Président
Yves LAVOGEZ



Entrepreneur : *[Signature]*
Le 26/06/2014 à Bordeaux n°2013/1-155 Case n°9
Enregistrement : 500 € Pénalités :
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
L'Agence administrative des finances publiques

Est 2064

Madame MINET C.
Agent des Impôts

Greffes du Tribunal
de Commerce de Boulogne-sur-mer
Dépôt n° **2013A 3042**
du **- 6 SEP. 2013**

RCS Boulogne s/M

N° Réf. :

3D BOIS
Société par actions simplifiée au capital de 387 100 euros
Siège social : 37 rue de Fruges,
62650 HERLY
440 569 143 RCS BOULOGNE SUR MER

Statuts mis à jour suite à l'AGE du 04/06/2013

Certifié conforme
par le Président



TITRE I

FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1 - Forme

La société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 - Dénomination sociale

La dénomination sociale est :

3 D BOIS

Sur tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - Siège social

Le siège social est fixé à :

37 Rue de Fruges - 62650 HERLY

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 4 - Objet

La société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- la prise de participation dans toutes entités juridiques, avec ou sans personnalité morale, quel qu'en soit l'objet, par voie d'achat, souscription, apport, fusion de tous biens mobiliers et valeurs mobilières et tous biens immobiliers et valeurs mobilières portant sur ces biens, ainsi que leur gestion.
- la gestion de services et toute prestation administrative, commerciale, comptable, informatique, sociale et financière communs aux différentes Sociétés, Membres du Groupe.
- la gestion rationnelle de la trésorerie du Groupe.

Le tout directement ou indirectement pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers par voie de création de Sociétés nouvelles, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise en location ou en gérance, de tous biens et droits ou autrement.

Toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et susceptible d'en favoriser le développement.

ARTICLE 5 - Durée

La société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de QUATRE VINGT DIX NEUF ans qui commencera à courir à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 – APPORTS

1. Apports en numéraire à la constitution

- Madame Elisabeth LAVOGEZ apporte à la Société la somme de CENT (100) Euros.
- Mademoiselle Hélène LAVOGEZ apporte à la Société la somme de CENT (100) Euros.
- Monsieur Emmanuel LAVOGEZ apporte à la Société la somme de CENT (100) Euros.
- Monsieur Abel LAVOGEZ apporte à la Société la somme de CENT (100) Euros.
- Monsieur Etienne LAVOGEZ apporte à la Société la somme de CENT (100) Euros.

Montant des apports en numéraire CINQ CENTS (500) EUROS

2. Apports en nature à la constitution

Aux termes d'un traité d'apport en date du 1er Décembre 2001 ci-annexé, Monsieur Yves LAVOGEZ apporte à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

345 parts sociales numéros 1 à 320, 651 à 656 et 731 à 749 de la Société "LAVOGEZ FRERES", Société à Responsabilité Limitée, au capital de 260.000 Euros, divisé en 800 parts sociales de 325 Euros chacune, dont le siège social est sis à HERLY (62650), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOULOGNE SUR MER sous le numéro B 330 541 251, évaluées à 234.000 Euros.

200 parts sociales numéros 511 à 660 et 1.311 à 1.360 de la Société "MENUISERIE DU HAUT PAYS", Société à Responsabilité Limitée, au capital de 52.850 Euros, divisé en 1.510 parts sociales de 35 Euros chacune, dont le siège social est sis à HERLY (62650) La Place, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOULOGNE SUR MER sous le numéro B 394 622 625, évaluées à 19.000 Euros

215 parts sociales numéros 591 à 740 et 936 à 1.000 de la Société "TRADI RENOV", Société à Responsabilité Limitée, au capital de 30.000 Euros, divisé en 1.000 parts sociales de 30 Euros chacune, dont le siège social est sis à HERLY (62650) 37 Rue de Fruges, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOULOGNE SUR MER sous le n° B 411 770 068, évaluées à 17.000 Euros

En rémunération de ces apports en nature évalués à la somme de DEUX CENT SOIXANTE DIX MILLE (270.000) d'Euros, il a été attribué à Monsieur Yves LAVOGEZ DEUX MILLE SEPT CENTS (2.700) actions de CENT (Euros) chacune, intégralement libérées.

Montant des apports en nature DEUX CENT SOIXANTE
DIX MILLE EUROS

270 000 €

Il a été procédé à l'évaluation de ces apports au vu du rapport du CABINET FRANCIS LEROY & ASSOCIES, Commissaire aux Apports, désignée par Ordonnance de Monsieur Le Président du Tribunal de Commerce de BOULOGNE SUR MER le 20 Novembre 2001.

3. Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire en date du 4 juin 2013, la capital social a été augmenté d'une somme de 116 600 euros par apports en nature de :
 - a. 85 parts sociales, du capital de la société LAVOGEZ FRERES

- b. 585 parts sociales, du capital de la société MENUISERIE DE LA
LYS
- c. 810 parts sociales, du capital de la société MENUISERIE DU HAUT
PAYS
- d. 345 parts sociales, du capital de la société SCIERIE DU HAUT
PAYS ;

Le total des apports est évalué globalement à la somme de 376 954 euros, dont une prime
d'émission de 260 354 euros

116 600 €

TOTAL DES APPORTS

387 100 €

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **TROIS CENT QUATRE VINGT SEPT MILLE
CENT EUROS (387 100 €)**.

Il est divisé en TROIS MILLE HUIT CENT SOIXANTE ET ONZE (3871) actions de
CENT EUROS (100 €) chacune, entièrement libérées et de même catégorie. »

ARTICLE 8 - Modifications du capital social

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le
rapport du Président.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions
et délais prévus par la Loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs
actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une
augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel
de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les
conditions prévues par la Loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité
du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 9 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la
réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Toute action, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ASSOCIES

ARTICLE 11 - Dispositions communes applicables aux cessions d'actions

Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 12 - Agrément

1. Les actions ne peuvent être cédées sauf entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trente (30) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 13 - Modifications dans le contrôle d'un associé

1. En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de trente (30) jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

Si cette procédure n'est pas respectée, la société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclu de la Société dans les conditions prévues à l'article 15 (Article Exclusion d'un associé).

2. Dans le délai de soixante (60) jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la société peut mettre en oeuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 15. Si la société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 14 - Exclusion d'un associé

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution de redressement, de faillite personnelle, de liquidation judiciaire ou de banqueroute d'un associé.

Exclusion facultative

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

Formalités de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée soixante (60) jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ; cette notification devant également être adressée à tous les autres associés ;

- convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard trente (30) jours avant la date prévue pour la consultation des associés sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'associé concerné, prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les trois (3) mois de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 15 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 12 à 14 des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 16 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins cinquante (50) % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

ARTICLE 17 - Directeur Général

Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, et jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 19 des statuts.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président.

Il est précisé que la société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 18 - Conventions entre la société et ses dirigeants

Toute convention, autre que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant entre la société et l'un des membres de ses organes de direction, directement ou par personne interposée, ou entre la Société et une autre société ou entreprise dans laquelle l'un des membres des organes de direction est titulaire d'un mandat social doit être portée à la connaissance des commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Les commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

ARTICLE 19 - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la Loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

ARTICLE 20 - Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L 432-6 du Code du travail auprès du Président.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 21 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.

ARTICLE 22 - Règles de majorité

Les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- la prorogation de la Société ;
- la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en société d'une autre forme ;

ARTICLE 23 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés.

Pendant la période de liquidation de la société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 24 - Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Le président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 26 ci-après.

ARTICLE 25 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 26 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la Loi sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés quinze (15) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 27 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er Juillet et se termine le 30 Juin de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 30 Juin 2002.

ARTICLE 28 - Etablissement et Approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 29 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII

DISSOLUTION- LIQUIDATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 30 - Dissolution - Liquidation de la société

La société est dissoute dans les cas prévus par la Loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions .

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

TITRE VIII

CONTESTATIONS

ARTICLE 31 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises à l'arbitrage.

A défaut d'accord sur la désignation d'un arbitre unique, chacune des parties devra nommer, dans les quinze jours de la constatation de leur désaccord sur ce choix, un arbitre et notifier cette désignation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception aux autres parties.

Les arbitres ainsi désignés doivent choisir un tiers arbitre.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance du Président du tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

Les arbitres ainsi désignés statuent comme amiables compositeurs et en dernier ressort.